

**LA SOCIALISATION
DES HAUTS FONCTIONNAIRES ***

Les directeurs d'administration centrale

PAR

Jean-Luc BODIGUEL

*Directeur de recherche au C.N.R.S.
Centre de Recherches Administratives de la F.N.S.P.*

« Moi, je voulais être pâtissier dans un avion » nous a confié un jour un directeur d'administration centrale. Comme celui-ci, nos hauts fonctionnaires sont-ils des personnalités originales ? Ont-ils, en tous cas, « une personnalité collective qui se révèle[rait] dans des motivations, des attitudes, des comportements sinon identiques, du moins très proches les uns des autres » ? (M.C. Kessler, 1985). La réponse avait été oui. Approfondissant la personnalité de ces hauts fonctionnaires, on voudrait préciser ici deux aspects que nous n'avons fait qu'effleurer dans nos travaux antérieurs sur ce sujet. Le but d'une organisation est de contraindre l'individu qui y participe à agir dans un certain sens. Pour ce faire, il n'y a pas de mécanisme plus efficace que celui qui consiste à faire en sorte que le système de valeurs de l'organisation devienne celui de l'individu. A la limite, l'individu n'adhère plus consciemment à une politique de l'organisation, il ne fait que reconnaître et reproduire ses valeurs

* Le matériau de ce chapitre est constitué d'une quarantaine d'interviews non directifs de directeurs ou d'anciens directeurs d'administration centrale réalisés en 1983 et 1984, effectués par moi-même et Marie-Christine Kessler. On trouvera dans la bibliographie, sous nos noms, la liste des travaux auxquels cette enquête a déjà donné lieu.

profondes. Dans ce travail de socialisation, famille et éducation ont leur part. La première transmet des motifs d'attachement à l'administration, de l'exemple familial à la sécurité de l'emploi, les exemples abondent. La seconde lui inculque les principes nécessaires pour transformer cet attachement, en quelque sorte sentimental, en réalité, c'est-à-dire pour réussir les concours administratifs. Sans se préoccuper actuellement de l'apport propre de l'administration dans cette socialisation, on se concentrera sur la présocialisation familiale et éducative. En arrière-plan, on se posera la question de savoir si cette double socialisation laisse encore place pour l'action propre de l'administration. Tout est-il ou non joué avant d'entrer dans l'administration ?

I. — LE MILIEU FAMILIAL : LA LOI ET L'ORDRE

Contrairement aux pays neufs, l'Europe ne peut se passer de l'histoire et donc de situer ses dirigeants dans des classes ou des catégories sociales. On n'échappe pas à ce problème avec les directeurs et, sans faire de déterminisme, on ne manquera pas de s'apercevoir que l'étude du milieu familial présente quelque intérêt pour la compréhension de l'univers directorial. L'origine sociale, envisagée sous l'angle de la profession du père, se révèle épouser toute la gamme de la palette sociale et pourtant on y sent une hérédité chargée qui témoigne de l'existence d'un milieu attaché à la loi et à l'ordre.

A) *Une hérédité chargée*

Les directeurs d'administration centrale présentent des origines sociales variées : toute la hiérarchie sociale y est présente mais se cantonne, à quelques exceptions, à l'intérieur de la grande famille de la fonction publique.

1) *Des origines sociales en apparence variées*

Trois types de directeurs apparaissent : des héritiers qui se maintiennent, des éléments de familles qui sont en mobilité sociale ascendante, et quelques personnes catapultées brutalement au sommet de l'Etat.

Le terme d'« héritier » est ambigu. On désignera ainsi les personnes dont la famille et non seulement le père s'est trouvée au sommet de la hiérarchie sociale et dont un ou plusieurs membres a (ou ont) exercé des fonctions au plus haut niveau. Ces héritiers, s'ils ont un minimum de capacité intellectuelle, ont une forte probabilité de pouvoir maintenir le rang de leur famille même si tous ne retrouvent pas l'aura et le prestige d'un père, d'un grand-père ou d'un ancêtre.

Parfois cet héritage est plus récent. C'est le père qui a eu une forte mobilité professionnelle et le fils va s'efforcer, non sans problèmes psychologiques parfois, de maintenir le rang qu'il a atteint. « Je suis d'une famille type profession libérale avec un pourcentage non négligeable d'enseignants » dit l'un, qui a débuté l'entretien en rappelant qu'il descend d'un homme politique qui eut son heure de gloire dans le dernier quart du XIX^e siècle et dont le nom parle toujours à ceux qui connaissent leur histoire politique. Tel autre dit « je suis fils, petit-fils, arrière-petit-fils, frère et neveu de polytechniciens et d'inspecteurs des finances ». Ou encore un autre « depuis 1807, il y a toujours eu au moins un polytechnicien dans la famille et il y en a eu jusqu'à trois ». Ce fils d'un ingénieur des Mines, major de l'X ne pouvait faire moins que se classer deuxième de sa promotion à l'ENA. Parfois, l'hérédité est plus maternelle « ma mère est d'une famille de juristes et de hauts fonctionnaires. Un de ses grands-oncles a été préfet de... Il y a deux députés dans la famille ».

Parfois le nom du père est lourd à porter. Il est parvenu par lui-même au plus haut niveau, et l'héritage est difficile à assumer, plus pesant semble-t-il que pour ceux dont la famille a l'habitude d'opérer sur ces hauteurs. Ainsi sans doute, ce fils d'un gouverneur de la France d'Outre-mer, ou cet autre dont le père eut des débuts assez modestes mais qui fut ministre. Et il n'est pas aisé de se retrouver dans le même corps de fonctionnaires que celui de son père, surtout quand il s'y est brillamment illustré (cas d'un inspecteur des finances). Mais ces héritiers n'apparaissent pas majoritaires au sein d'une population caractérisée par l'importance des couches moyennes.

Il n'est pas simple de percevoir, au-delà des réticences, des silences, du non-dit, des itinéraires, des milieux. Le laconisme traduit souvent le moyen, le milieu, le normal. La majorité des directeurs sont enfants de notaires, agents d'assurances, cadres de l'EDF, ingénieurs-conseils, greffiers, inspecteurs des impôts, employés de la Banque de France, militaires et officiers, instituteurs et professeurs du secondaire. Ce milieu des couches moyennes, de la petite bourgeoisie salariée ou indépendante est sur le chemin d'une lente ascension sociale. Les deux grands-pères ont été facteur rural et artisan, les parents instituteurs à la campagne. Dans une autre famille on est parti d'un ajusteur et d'un berger et on est passé à deux professeurs agrégés. Ou encore des quatre grands-parents instituteurs, on obtient un professeur de lettres et un énarque en fin de parcours. Parfois le père est celui qui a assuré la mobilité : un sous-officier de carrière a eu un fils employé à la Banque de France qui a terminé comme inspecteur général. Un grand-père mineur a vu son fils devenir employé de mairie. Celui-ci, à force de travail, a passé le concours de commissaire de police.

Les directeurs de ces familles imposent une deuxième image : celle d'une mobilité sociale, ici ascendante, conséquence des transformations socio-économiques qui ont affecté la société française. En somme, rien que de très normal, rien de révolutionnaire. A la lumière de ces exemples, on serait tenté de conclure au caractère très ouvert de la haute fonction publique. Et cela d'autant plus qu'un troisième type de directeurs apparaît.

Une proportion, certes minoritaire, mais non négligeable de directeurs a eu une ascension sociale fulgurante. Des milieux les plus pauvres et les plus modestes, ils se retrouvent à des niveaux de fonctions et de responsabilité insoupçonnés. Ainsi, ce fils de bûcheron « d'une famille ultramodeste, très pauvre, des Vosges ». Ce petit-fils de paysans dont le père était ébéniste « avec en plus une activité agricole ». Celui-là n'a pas connu son père et sa mère « tenait un petit commerce, un tout petit commerce... dans une petite ville ». Cet autre est « d'un milieu familial extrêmement modeste ; père : égoutier et mère « au foyer, elle a élevé cinq enfants, cinq enfants vivants... ». « Je suis » dit ce dernier « d'une famille très modeste. Mon père était mécanicien de l'armée de l'air ».

Une troisième image s'impose. Vive l'École, vive la méritocratie. Parce qu'ils furent de bons élèves, ils ont de beaux destins.

Un lien relie cependant la plupart des directeurs. D'une manière ou d'une autre ils appartiennent à la grande famille de la fonction publique.

2) Des fonctionnaires

65 % des directeurs ont directement un père dans la fonction publique. C'est beaucoup plus que les 45 % que donnent Darbel et Schnapper pour les fonctionnaires de catégorie A des administrations centrales (Darbel, Schnapper, 1969). Et encore, est-ce un minimum. D'autres appartiennent de plus ou moins près au milieu de la fonction publique et du service public. Autant celui qui fait partie d'une famille d'agriculteurs, de juristes et de militaires que celui qui se dit appartenir aux professions libérales et au monde enseignant. Mais cet autre aussi dont le père « était ingénieur-conseil qui s'est orienté vers l'armée. C'était une vocation rentrée de l'armée. A la guerre, il est officier, il y reste... ». Ce fils de cadre EDF a un grand-père professeur de droit. Ce fils d'agent d'assurances est d'une famille d'officiers d'un côté et de hauts fonctionnaires de l'autre. Le fils du mécanicien de l'armée de l'air appartient aussi à la famille. Peut-on aller jusqu'à dire que l'égoutier ne dépasserait pas dans le tableau. Les traditions de cette profession fermée qui se transmet souvent de père en fils, son corporatisme l'apparentent souvent à un corps de fonctionnaires. Et même sans lui, quatre directeurs sur cinq ont cette hérédité professionnelle sur laquelle il faut revenir si l'on veut saisir le milieu familial dans lequel ils ont vécu.

B) Une idéologie dominée par la loi et l'ordre

Une double tradition parcourt trois grands types de famille et se résume dans une exigence : la loi et l'ordre. La tradition laïque comme la tradition catholique se rejoignent dans le refus de l'argent et l'attrait pour le service de la collectivité. Ces traditions se retrouvent au sein des trois grandes familles qui se partagent, sans guère d'exception, les directeurs : les militaires, les juristes, les enseignants.

1) *Catholiques et laïques*

La liaison entre catholicisme et haute fonction publique a bien été mise en lumière par Darbel et Schnapper quand ils ont montré que plus le niveau hiérarchique était élevé, plus on rencontrait, parmi les fonctionnaires, de catholiques et de catholiques pratiquants (Darbel, Schnapper, 1969).

Un certain nombre d'interviewés accordent spontanément une grande importance à ce fait bien que nous ne leur ayons pas directement posé la question. « Nous sommes une famille de tradition catholique avec beaucoup d'enfants » précise ce directeur qui ajoute « je suis d'une famille à principe ». Un autre précise que « la notion de carrière profitable... de faire fortune n'a pas présidé à sa jeunesse » en soulignant que sa mère était une fervente catholique. D'autres associent ce sens de l'État et du service des autres à leur appartenance à une famille chrétienne et en contrepoint, affirment leur volonté de « ne pas être hommes d'argent ». Les directeurs participent à cette ambiance catholique ainsi celui qui est attiré par les problèmes sociaux veut agir sur le milieu, et devenir, dans un premier temps, inspecteur du travail. Quelques-uns font plus que participer à l'idéologie familiale, ils se présentent eux-mêmes comme militants chrétiens ainsi celui qui a assumé des responsabilités à la J.E.C. et fait référence au problème des prêtres-ouvriers et à « Témoignage chrétien » comme des éléments importants dans sa formation. Un autre fait aussi référence à cet hebdomadaire qu'il connut très tôt pendant la guerre en participant à des actions de Résistance. Sens de l'État, service public conçu comme service du public, service des autres, mission à accomplir, responsabilités à assumer, tels sont avec le refus de l'argent et de l'entreprise les termes qui reviennent et caractérisent ceux qui voient dans la fonction publique « une certaine pureté ».

Mais tout aussi présente est la tradition laïque véhiculée par la petite et moyenne fonction publique, où la présence des instituteurs est très forte. Un fils d'un inspecteur des impôts et d'une institutrice définit sa famille comme « une famille laïque à sensibilité de gauche ». Les tenants de cette tradition sont très attachés au « Service public, ... force principale de la France depuis Louis XIV ». Et ce directeur, fils d'un couple d'instituteurs ajoute « si on abandonne le Service public, on ruine les chances de développement de la société... on n'est pas impunément fils de Colbert et d'une nation qui a inventé l'État ».

Cette double tradition court en filigrane à travers trois « hérédités » différentes.

2) *Militaires, juristes et enseignants*

Sans doute doit-on remarquer en préalable que quelques directeurs n'ont aucune image familiale de l'administration et plus particulièrement de la loi et de l'ordre. Ce directeur précise qu'il n'a « aucun fonctionnaire dans sa famille, aucune image de l'administration ». Cet autre, dont la

famille est dans le grand commerce, est attiré par le professorat, mais parce qu'il a plus brillamment réussi en droit qu'en lettres se retrouve dans la magistrature. On voit peut-être là poindre un tempérament attiré par la distribution de la norme. Mais au-delà des individus même, l'univers des directeurs est peuplé de familles attachées à la production de la norme, à la loi, à l'ordre. Militaires, juristes et enseignants, les trois parfois mélangés, composent l'essentiel des familles de directeurs.

Nombreuses sont les familles de militaires : si le père de celui-ci est un agent d'assurance, le grand-père a préparé à « Gineth » Saint-Cyr, et le petit-fils a commencé par cette célèbre école libre avant de bifurquer vers l'administration civile. Tradition catholique alliée à un grand-père sous-officier de carrière pour un autre. D'autres soulignent qu'il y avait beaucoup d'officiers dans leur famille ; ou qu'ayant un père et un oncle militaires, ils se sentent bien dans le milieu militaire. Et si le père d'un autre était un petit employé de mairie à sa naissance, sa volonté de s'élever dans l'échelle sociale l'a conduit dans la gendarmerie d'où, à force d'études et de concours, il a pu devenir commissaire de police. Certains ont d'abord été tentés par l'armée, et ont même commencé par là avant de se reconvertir comme cet ancien officier saint-cyrien. « J'avais la vocation de l'armée » dit l'un que la suppression de Saint-Cyr en 1942 a obligé à se réorienter. « Famille de la bourgeoisie de province avec des officiers, des notaires et des religieux » — « Famille de militaires et de juristes » on passe ainsi de l'ordre à la loi.

Impressionnante est également la filière des juristes. Juristes les directeurs le sont par leur famille, mais souvent aussi par leur vocation première. Le commentaire que fait l'un en disant que sa famille « est implantée dans le juridico-politique » pourrait être étendue. Plusieurs ont dans leur famille des notaires. Le père de l'un d'entre eux, administrateur civil, est docteur en droit et son fils a tenu à le souligner. Le grand-père d'un autre est professeur de droit. « Fais ton travail d'abord » conseille un père à celui qui voulait être journaliste. Sans aborder ici la formation intellectuelle des directeurs, on notera seulement l'attrance de nombre d'entre eux pour cette discipline qu'est le droit. Quatre d'entre eux ont fait du droit pour devenir avocat, notaire ou magistrat ; un des directeurs est magistrat, un autre professeur de droit. On pourrait appliquer à plusieurs, également l'affirmation de celui qui avoue « j'ai de plus en plus le goût du droit ». Faut-il voir là une résurgence de ce qu'un autre traduit en disant « je suis d'une famille à principes ». Ces familles « à principes » se retrouvent aussi dans un troisième type : les familles d'enseignants. Les enseignants sont nombreux. On a vu que l'on y trouvait des couples d'instituteurs ou de professeurs, des femmes seules, veuves ou autres, institutrices, une mère institutrice (le père étant fonctionnaire), des familles d'enseignants : un ou plusieurs grands-parents étant avec l'un et/ou l'autre parent enseignant. Quelques directeurs précisent que ces parents enseignants sont aussi « des ruraux », « de milieu paysan ». La plupart des familles enseignantes sont très proches, en effet, du monde rural qui est aussi un monde d'ordre. La plupart d'entre elles sont prises

dans un processus de promotion sociale qui voit son terme quand le fils ou quelquefois le petit-fils devient directeur. Mais certains directeurs ont aussi commencé leur carrière comme enseignant, le sont toujours ou ont bifurqué. Deux sont passés par l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm (la mère de l'un d'entre eux était institutrice), un autre, de condition très modeste, est devenu instituteur avant de se retrouver, après plusieurs étapes, à l'ENA et on ne compte pas ceux qui ont d'abord été attirés par le professorat. Ces fils (parfois filles), petits-fils, beaux-fils ou neveux d'enseignants, de juristes, de militaires, d'hommes et de femmes aimant l'ordre, défenseurs de la loi, soucieux du bien commun, attachés à la République, ont ainsi toutes les qualités requises pour faire conforter par leur formation scolaire de telles prédispositions à la fonction publique.

II. — UNE FORMATION DE GENERALISTES

Un peu plus d'un directeur sur deux est énarque, presque un sur cinq est polytechnicien, et un sur quatre possède une autre formation. Parmi eux, on recense deux normaliens, un « véto », deux « agro », un magistrat, un agrégé de droit public, un quadruple licencié et un qui ne peut, en fait de diplômes, avancer que son certificat d'études primaires. Pour en arriver là, tous sont les rescapés, les survivants d'un processus féroce d'exclusion, mis en place à chaque étape du cursus scolaire. Chacune de ces étapes les rapprochent, en les façonnant, de l'administration. Mais l'école n'apporte pas à tous la même chose dans cette découverte progressive d'une possible carrière administrative. L'école est, pour les uns, transparente et pour les autres étape décisive vers l'administration. Mais avant d'y entrer, il faut « intégrer » une grande école. Et son apport variera avec ce qu'on est venu y chercher.

A) Des « forts en thème »

La socialisation scolaire, jusqu'à l'entrée dans « la grande Ecole » ne présente pas le même visage pour tous. Pour beaucoup l'école est transparente. Il n'y a rien à en dire. Peu, en effet, parlent de leur formation antérieure à leur entrée à l'ENA ou à l'École polytechnique, ou n'y font que des allusions brèves et sans commentaires : « J'ai fait des études classiques comme tout un chacun, je suppose » ; « J'ai fait des études classiques tout à fait honorables, je rentre à l'X, je sors dans les Ponts et Chaussées » ; « J'ai fait Sciences-po tout banalement et j'ai présenté l'ENA automatiquement. J'ai été reçu du premier coup sans préparation » ; « J'ai été reçu tout de suite... la première fois (à l'ENA)... c'était un phénomène naturel, automatique ».

Pour ceux-là, la vie et la réalité sont ailleurs. Leur choix ne peut être restreint pour inaptitude en mathématiques ou en sciences. Ils répondent

au modèle du brillant sujet : « j'étais bon partout, ma réussite était indifférenciée ». Faisons donc des mathématiques et des sciences, ne nous excluons pas prématurément. Laissons les portes ouvertes. Une orientation prématurée vers les lettres ou le droit écarterait toute possibilité de carrière scientifique. Ceux-là sont « les bêtes à concours » ; ils ne pensent pas. Ils sautent les obstacles et d'autres pensent pour eux. Le parcours type de la « bête à concours » commence par l'examen d'entrée en 6^e, auquel elle est, bien entendu, reçue. Elle a ensuite un parcours secondaire heureux, aime autant le français que les maths et la physique et sait qu'elle peut faire ce qu'elle veut. Aussi se préoccupe-t-elle tôt des classes préparatoires qu'elle fera à Saint-Louis. Après un tour de piste (collé à l'X à l'oral), elle est, l'année suivante admissible à tous les concours (X, Normale Sup., les Mines, les Ponts) et reçue aux deux premiers, ce qui la conduit à hésiter tout l'été entre les deux écoles (elle avait mis toutes les chances de son côté, ayant même passé en plus son bac philo car cela donnait des points supplémentaires au concours de l'X). Chaque nouvelle étape s'inspirera de ce modèle. Le fort en thèmes de l'X franchit perpétuellement en s'en jouant, les haies de la vie : « Chaque fois qu'il y a un nouveau ministre, c'est une période très stimulante. J'ai l'impression de passer un concours. J'adore passer des concours... chaque fois que j'ai un nouveau ministre, j'ai le sentiment d'un concours, d'un concours réussi ». Et de fait, il en est à son sixième ministre. Heureux parce que tout l'intéresse, le fort en thème l'est aussi parce qu'il se trouve dans un lycée à taille humaine, avec une bonne ambiance, et des professeurs épatants : « ... classe peu nombreuse avec des professeurs de bonne qualité. L'enseignement était bon. J'ai même eu Garaudy comme professeur de philosophie... ». Dès le départ cette fameuse chance, trop souvent invoquée, est présente.

A ces parcours harmonieux dans un monde sans problèmes, s'en opposent d'autres. Ceux qui ont une origine modeste détaillent plus complaisamment les obstacles franchis ou contournés et l'administration se découvre par des chemins divers. Certains se fondent avec le type précédent : mention très bien au bac, bourse d'honneur de leur ville... ils sont très « polar » eux-aussi et gardent un souvenir extraordinaire de leurs années de lycée où ils ont été très heureux. Mais tous ne sont pas de brillants sujets. L'un d'entre eux déclarera même avoir été un cancre au cours de ses études secondaires mais on soupçonne un brin de cabotinage chez cet énarque. Beaucoup auront surtout des itinéraires plus heurtés et plus lents provoqués souvent — faut-il le dire — par les hasards de la vie : l'un n'aura qu'une modeste licence en droit mais les circonstances particulières de la Libération et l'appétit de vivre d'un jeune qui avait plus que frôlé les dangers de la Résistance expliquent la modestie de son diplôme ; pour un autre ce sera la guerre d'Algérie et une blessure qui provoquera un changement. Mais bien d'autres n'ont pas eu la possibilité d'exprimer tous leurs dons. L'ENA est, pour eux, inconnue, et l'X « un mythe inaccessible ». Le parcours est alors classique : cours primaire, cours complémentaire, école normale d'instituteur. En effet, « l'École normale d'instituteurs, c'est vraiment la voie royale, la voie

classique pour quelqu'un d'un milieu modeste. La plus grande joie de mes parents, c'est quand j'ai été reçu à l'École normale d'instituteurs. Quand on n'était pas trop mauvais élève en 3^e en cours complémentaire, instituteur c'était la solution ».

C'est donc tard que se dévoilent les grandes écoles, mais il y a parfois l'intervention d'une personnalité extérieure à la famille. Les élèves des familles « arrivées » ne se posent, eux, aucune question, le bon choix est aisé. Par contre, l'influence — classique en la matière mais dont on peut se demander si elle existe encore de nos jours — de l'instituteur ou du professeur qui pousse son bon élève joue à plein. L'horizon professionnel des familles modestes pour leurs enfants est limité et étroitement délimité. L'exemple ci-dessus le montre, on assure la sécurité et la promotion un « cran » au-dessus. L'enfant d'un milieu modeste s'identifie à ceux qu'il voit et il voit la fonction publique. Il veut donc devenir instituteur ou professeur et certains de nos directeurs ont voulu le devenir et le sont parfois devenus. Mais quand on est très fort en mathématiques, ou que l'on a obtenu une bonne mention au baccalauréat, ce professeur, que l'on prend pour modèle, fait comprendre qu'on peut viser très haut. Pourquoi pas ingénieur et c'est l'X, ou l'ENA et on pense à la Préfectorale, seule fonction visible dans une petite commune ou une petite ville. Parfois les choses sont plus ténues. L'un tombe sur la reproduction du bicorne du polytechnicien et il rêve, un autre tombe sur une documentation concernant l'ENA, il voit un bel immeuble et un jardin et les oublie pendant le reste de sa scolarité. Mais l'essentiel n'est-il pas accompli.

Entre le pur hasard et les voies banalisées, bien des parcours mènent à l'administration. Mais sait-on pourquoi on souhaite y entrer ?

B) Pourquoi l'ENA ou l'X ?

L'apport d'une formation dépend de ce que l'on vient y chercher. Elucider les motivations de ceux qui présentent les concours de l'ENA ou de l'X est le préalable indispensable d'une recherche sur l'apport des grandes écoles.

Deux grands types de motivations peuvent inciter jeunes gens et jeunes filles à s'astreindre à l'ascèse de la préparation des plus difficiles concours : l'attraction pour un métier, un idéal, parfois une ambition. Prédomine cependant l'absence — apparente — de choix. On suit la pente naturelle de son éducation et de sa formation antérieure. Les jeux sont déjà faits.

L'attraction pour un métier précis est pratiquement absente de la parole. Très peu de nos interlocuteurs affirment comme ceux-ci leur volonté d'exercer une fonction particulière dans l'administration. « Je suis entré à l'ENA pour entrer dans la Préfectorale ». « Je me suis vite tourné vers les études juridiques... Naïvement j'ai dit que je voulais le Conseil d'Etat. J'avais du goût pour le droit... Si j'avais raté (l'ENA), j'aurais présenté l'agrégation de droit public mais j'ai réussi du premier coup...

avec une simplicité qui m'étonne ». « Je voulais préparer l'Inspection des finances... mon père connaissait R.M.... » (un inspecteur des finances).

Plus souvent on enregistre une attirance non pour l'administration mais pour les études qui y mènent : « Alors, je me suis inscrit en droit, en 1^{re} année de droit à Toulouse et en notariat. Oui, j'avais l'idée d'être notaire. Mais ma réflexion se poursuivait. Une documentation sur l'Ecole libre des Sciences Politiques m'est tombée entre les mains et cela m'a plu. Rien qu'à la lecture du document, je me suis senti des affinités pour ce type d'études, un goût qui ne s'est jamais démenti. Je songeais à faire cela. En attendant, j'étais *actif*, toujours très *actif*. J'étais inscrit au notariat, en histoire, en droit. J'ai raté l'histoire, réussi le droit. J'ai dit à mes parents que je voulais préparer l'Ecole libre des Sciences Politiques. Elle était repliée à Lyon. Mes parents étaient très inquiets. Lyon leur semblait aussi loin que le Groënland... voir leur rejeton unique partir à Lyon les affolait.. Ils disaient aussi qu'ils n'étaient pas très riches et que cela allait coûter cher. Mais j'étais *tenace*. J'ai réussi à partir à Lyon. Comme mes parents n'étaient pas financièrement très florissants, j'étais pion dans un collège, je faisais ma 2^e année de droit et l'année préparatoire de Science Po. Cela ne me gênait pas dans mes études d'être pion. Je surveillais les dortoirs et les repas. Cela n'empiétait pas sur mon travail ».

Aucun futur ingénieur parmi ces vocations précoces. Aucun élève de l'X, en effet, n'affirme son souhait de devenir ingénieur des Ponts ou des Mines. La tendance générale paraît bien résumée par le constat de celui-ci : « Je suis arrivé à l'X par hasard... je ne me rendais pas bien compte. Je ne savais pas ce que c'était que les grands corps de l'Etat ». Avant de revenir sur cette configuration du hasard qui sert à couvrir tout ce qu'on ne veut ou ne peut expliciter, reconnaissons que certains, à défaut d'une vocation précise, possèdent un idéal.

Laissons les idéaux purement personnels tel celui qui a voulu rentrer dans l'administration lorsqu'il a compris qu'elle lui assurait une double indépendance : à l'égard de l'employeur, à l'égard de l'argent. D'autres choix personnels sont plus positifs : « j'ai le goût du social, il faut que j'aie le sentiment d'être utile ». Et quelques-uns ont des idéaux plus collectifs : « c'est dans la fonction publique que je pouvais rendre le plus de services à la population rurale » explique ce directeur à la filiation rurale et agricole. Attardons-nous plutôt sur ceux qui se sont attachés à « refaire l'Etat ». La guerre de quarante et la IV^e République ont profondément marqué deux générations d'énarques. Ceux qui ont entendu les discours d'Hitler, ont vu la défaite et vécu l'effondrement de l'Etat, partagent certainement les propos de ceux qui sont rentrés dans les premières années de l'ENA : « Alors que mes goûts me portaient vers la peinture et la littérature, j'ai fait hypokhâgne... je vois la Nation et l'Etat prostrés. La Nation à genoux appelle un Etat qui la relève. Je fais donc des études de droit, d'économie et de philosophie. Je voulais préparer l'Inspection des Finances.. Je suis entré dans la fonction publique pour collaborer à la restructuration de l'Etat... pour avoir un Etat fort, il faut avoir des serviteurs qui puissent dire non. Un Etat fort doit s'appuyer

sur des serviteurs libres et forts ». Une autre génération a participé au même état d'esprit, celle de 1958. « La rénovation de l'Etat entreprise par de Gaulle a suscité de nombreuses vocations. Toute une génération a été attirée par la rénovation de l'Etat et du service public... Moi, mais aussi beaucoup de camarades. »

Toute cette génération a le sentiment que les choses importantes se font dans l'Etat et que c'est lui qui dispose de plus de moyens. La phase de reconstruction de l'après-guerre n'est pas terminée et la gestion de l'Etat leur paraît fondamentale. La consternation face à la fin de la IV^e République, l'attachement aux institutions républicaines (n'oublions pas qu'ils sont la dernière génération à se souvenir de la guerre) et la rénovation de l'Etat sont des données plus importantes que leur carrière. « Nous ne nous posons pas de questions sur notre avenir. C'était la fonction publique ». Quelle différence avec les sentiments que révèle Saint Guillaume : « Les meilleurs de nos jeunes camarades sont aujourd'hui sans projet, tout comme l'université après 1968. Mais le mal se répand, et c'est moins connu, chez tous les grands serviteurs de l'Etat, qui doutent de leur mission, s'interrogent sur la légitimité de leur pouvoir et sur leur efficacité » (Saint Guillaume, 1984, 13). Si ceux qui sont entrés doutent, certains de ceux qui aspiraient à franchir le seuil de la fonction publique l'ont fait par ambition. « ... le prestige de l'ENA, cela a joué dans mon choix... je n'avais pas de vocation particulière ». Un de mes anciens étudiants de service public à l'IEP de Paris précisait ce point de vue en m'écrivant : « Et si je ne me plais pas dans l'administration, quelle belle carte de visite pour faire de la politique ou entrer dans une entreprise ! » C'est un peu l'état d'esprit qui a animé certains futurs directeurs comme celui-ci qui, attiré par une carrière brillante, « cherche une voie qui me permette de réussir ». Il pense à l'industrie, au commerce (HEC) et se tourne enfin vers l'ENA, sans doute parce qu'il est « attiré par la chose publique » mais aussi parce qu'il est resté frappé par une émission de télévision sur l'ENA en 1967 où un élève avait dit « je veux le pouvoir ». C'était, ajoute notre futur directeur, l'époque des jeunes loups de l'UNR.

Cette ambition touche les candidats à l'X d'une autre manière. Ce qui compte pour eux est d'être dans la filière des meilleurs. « Mon seul choix était que je voulais être parmi les meilleurs... J'ai après mon bachot regardé le reste : médecine, école de commerce... Mais j'ai choisi l'X. J'ai cru, peut-être me trompais-je, que c'était la voie des meilleurs ».

Il reste bien que le plus grand nombre se sent prédéterminé à la fois par la famille et le type d'études poursuivies, sans déceler ce qui est le premier. Seule, la mort peut briser des traditions familiales. Il y a alors « une lente maturation personnelle » (« si mon père n'était pas mort, la possibilité de faire l'ENA aurait été très faible. J'aurais fait toutes mes études à L... et j'aurais été notaire ou avocat »). La femme, aussi, qui n'a pas de modèle peut par tâtonnements successifs, parce qu'elle réussit mieux dans un domaine, trouver son chemin petit à petit.

En dehors de ces cas particuliers, les pesanteurs sociologiques, baptisées du terme « hasard » jouent à plein. Point n'est besoin de développer ce

point tant il est connu : « J'ai été prédéterminé, mon père était administrateur civil ». « J'ai été fortement poussé à faire l'ENA, mon père avait échoué au premier concours et il n'avait pas recommencé car il n'en avait pas aperçu l'importance ». La profession des parents est donc le premier élément de « hasard ». Le second, c'est un formidable désir d'ascension sociale. « Je suis un produit tout à fait classique de ce processus évolutif fréquent dans la société française... une étape en deux temps. Ma mère a fait l'école normale d'institutrices. Moi, j'ai fait Polytechnique. » Plus significatif encore : « Je ne savais absolument pas ce que je voulais faire plus tard... A ce moment là, on décidait pour moi de ce qui m'intéressait. Je n'intervenais pas. Je me laissais porter. Ma mère avait pour moi une idée fixe : m'élever dans l'échelle sociale » (père mécanicien de l'armée de l'air). Alors pourquoi l'X ? « ... J'ai subi le tropisme de mon professeur d'anglais. C'était quelqu'un de très bien et je voulais à un moment être professeur d'anglais comme lui. C'est lui qui m'en a dissuadé et a dissuadé mes parents. Il a dit "qu'il soit ingénieur" ».

Les scientifiques sont longtemps immatures. Ils suivent. Ce n'est qu'après avoir choisi son école d'application, les Ponts, que cet ingénieur dit « oui », à partir de ce moment-là, je n'ai plus été porté par l'événement ». Cette prise en charge de soi-même est encore plus tardive pour d'autres. C'est cinq ans après avoir quitté l'X que cet autre admet, après une décision importante pour lui, « j'ai eu pour la première fois le sentiment de me prendre en mains véritablement. C'était la première fois véritablement, je l'ai fait contre mon entourage ».

Les familles « modestes » ne pensent pas spontanément aux « grandes écoles ». Il faut l'intervention d'un tiers (instituteur, professeur). Le brillant rejeton qui ne bénéficie pas de « ce coup de pouce » devient effectivement instituteur, ce qui comble de bonheur ses parents mais ne le satisfait guère. Il lui faut alors une grande obstination et une constante réussite à de nombreux concours pour devenir ancien élève de l'ENA.

C) *L'apport des grandes écoles*

Un jour on s'est retrouvé dans la grande école. Dix, quinze ans après ou plus comment la juge-t-on ? Il faut ici séparer ENA et X qui ne se situent pas au même niveau et raisonner en termes de couples : Sciences-Po et ENA d'un côté, X et écoles d'application de l'autre. Celles-ci étant à l'X, ce que l'ENA est en fait à Sciences-Po : une école d'application.

1) *L'X et ses écoles d'application*

Même si deux ou trois ans se sont écoulés depuis la réussite au bac, celui qui intègre l'X n'a pas, en réalité, quitté le système scolaire. L'arrivée dans cette école n'a donc pas le même impact que l'entrée dans une ENA, couronnement d'un cursus universitaire qui peut déjà être long.

Pour la totalité des polytechniciens, l'image de l'École est positive. On peut — sans exagération — transposer ce jugement de l'un d'entre eux : « J'y ai été profondément heureux ». On le comprend quand il ajoute que « c'était la réalisation d'un rêve de jeunesse », que « c'était aussi des camarades », un groupe privilégié de garçons « distingués », chacun reconnaissant dans l'autre qu'il appartient maintenant à l'élite (Bourdieu, 1981). Cependant, au-delà d'une légitime fierté, « la grande diversité intellectuelle » trouvée à l'X joue pour beaucoup. Les termes de « très intéressant », de « passionnant » reviennent pour qualifier des cours. On parle aussi des hommes, passionnants eux aussi et de tel ou tel « exceptionnel, limpide, formidable ». Ce sentiment très positif paraît incontestablement dû à la rupture avec le mode de vie des classes préparatoires soumises à l'urgence et où « un corps d'entraîneurs » inculquent une culture scolaire académique et sans imagination (Bourdieu, 1981). L'X paraît alors être une ouverture à la vie. « J'ai appris beaucoup de choses... mais pas que les maths... à connaître la vie... j'ai appris plus de choses sur la vie sociale que sur les maths... j'ai eu beaucoup de chance ». Ouverture à des disciplines nouvelles qu'on ne connaissait pas, qu'on considère comme des hobbies et qui vous enchantent : urbanisme, architecture... Ouverture également vers les autres. Celui-ci parle de sa chambre composée à la fois de camarades de milieux très modestes et de la très haute bourgeoisie et d'étrangers (syriens, tunisiens, vietnamiens). Ouverture enfin à la culture qu'on découvre grâce au temps retrouvé. L'appétit de connaissance autres que scientifiques de ces ex-taupins nous conduira d'ailleurs, à nous interroger ultérieurement sur la nature profonde de ces « spécialistes ». Ne sont-ils pas également des « généralistes » comme les énarques ? Il est à tout le moins frappant qu'aucun polytechnicien n'évoque les acquis des écoles d'application par lesquelles ils sont passés. Ou s'ils en parlent, c'est uniquement par référence à ce qu'ils ont pu faire « à côté » comme si le marginal apparent était, en définitive, le plus important. En est-il de même dans cette autre école qu'est l'ENA ?

2) « Sciences-Po » et ENA

À l'exception de quelques énarques des concours fonctionnaires, l'ENA est toujours évoquée par référence à ce qui la précède : Sciences-Po. Elle ne suscite pas l'unanimité de l'X. Ses apports sont à examiner selon une double distinction : scolarité-stage d'une part, origine des fonctionnaires d'autre part. On ne saurait trop dire en introduction combien l'attraction vers l'ENA est très relative. Elle est parfois ressentie comme une nécessité si l'on veut faire une carrière intéressante dans l'administration, et encore est-on conscient que le titre qu'elle donne n'offre pas une garantie automatique. Hors d'elle, pas de salut et on y va parfois contraint et forcé.

Un point très positif, le stage, un second plutôt négatif, la scolarité. L'ENA, c'est d'abord le stage en préfecture, qui vient en premier quand on évoque la scolarité à l'École, et qui est toujours connoté positivement.

Ils sont peu à ne pas évoquer le « grand préfet », « le préfet remarquable » voire « fantastique » qu'ils y ont connu. Ce souvenir heureux d'une période qui apparaît plus négative chez beaucoup est cependant ambigu. Ce stage est formateur et c'est pour la plupart des étudiants la première expérience concrète de l'administration ; une expérience particulière où se découvre le pouvoir, le prestige de l'Etat avec son décorum et ses voitures officielles. Moment important de socialisation, vécu comme une rupture avec la vie étudiante, ne montrant de l'Etat que l'une de ses formes, la plus séduisante — l'autre, faite d'un terre à terre quotidien et terne, reste ignorée — le stage, autant qu'il forme, ne déforme-t-il pas pour toujours ? La scolarité, par contre, fait, elle, partie de ce trop connu « ni catastrophique, ni enthousiasmant ». On semble regretter le caractère atomisé, le peu de cohésion, la dispersion. Chacun travaille dans son coin, à la rigueur dans un petit groupe de travail. Il y a peu de choses en commun. Seul reste le souvenir du groupe de camarades où chacun apportait ses compétences particulières. L'enseignement est, en général, vu de manière négative à l'exception des élèves de certaines générations et des élèves-fonctionnaires.

Ceux qui sont entrés pour reconstruire l'Etat au début de la V^e République ont vécu très positivement leur séjour à l'ENA. L'enseignement ne leur est pas apparu comme une pâle copie de Sciences-Po : « Je suis entré à l'ENA au moment des bouleversements de 1958. C'était une révolution juridique et économique. Une nouvelle constitution, une nouvelle politique économique... Je n'ai pas eu le sentiment de recopier Sciences-Po, peut-être en partie à cause de cette nouveauté. J'ai tout redécouvert à l'ENA. » La durée du service militaire que l'on faisait après avoir passé le concours et avant d'entrer à l'Ecole explique, en partie, cette impression. Mais, au-delà de ces redécouvertes, un certain état d'esprit anime et l'ENA et ces jeunes : « Je ne garde pas de l'ENA l'impression classique qui consiste à en dire pis que pendre. J'aimais assez la doctrine qui prévalait à l'époque à l'Ecole, le Service Public, le Sens de l'Etat. C'était Bourdeau de Fontenay qui était directeur. J'ai bien connu Racine aussi. C'était des hommes qui avaient une doctrine de l'Etat. On était imprégné d'une doctrine qui m'apparaît tout à fait saine. »

Mais la grande fracture sépare les fonctionnaires des étudiants, les élèves d'origine modeste des autres, les diplômés de Sciences-Po de ceux qui ne le sont pas. Les élèves-fonctionnaires, souvent d'une origine modeste et simples licenciés vivent, pour la plupart, la scolarité comme une période difficile. Difficile matériellement d'abord, car, mariés le plus souvent, avec des enfants parfois, la vie parisienne se présente, pour eux, sous des jours austères. Difficile également en raison du décalage intellectuel avec les étudiants, accentué par l'âge : « A l'ENA, c'était atroce, l'enfer pour se mettre à niveau. On fait corps avec les gens qui sont comme vous... On a bossé comme des fous. C'était l'enfer. Il fallait rattraper le retard. Les gars de Sciences-Po, eux, rééduquaient ce qu'ils avaient fait à Sciences-Po. Il y avait presque une différence de classe sociale entre nous. A force de bosser, on arrive quand même à se mettre à niveau. Je m'en tire très bien sauf à l'oral avec... » « J'avais une certaine difficulté

à me mesurer à des gamins dont certains avaient une dizaine d'années de moins que moi. C'était éprouvant. »

Mais au-delà de ces difficultés, l'ENA leur apporte beaucoup, ils sont dans le même état d'esprit que tous ceux qui ont intégré l'X, ils sont parvenus dans le Saint des Saints : « Je dois être un des seuls à m'y être trouvé bien ; à dire que je n'y perdais pas mon temps. Je suis arrivé là avec un état d'esprit qui m'a considérablement facilité les choses. Je n'envisageait pas même les grands corps. J'étais déjà arrivé à un niveau invraisemblable par rapport à celui où j'étais avant. Je ne me posais donc pas de problème de la sortie avec angoisse. J'avais une position psychologique facile. J'ai travaillé normalement, moins que je ne l'avais fait certaines années avant en préparant ces concours. Rien sûr, j'ai travaillé. On se prend au jeu. Mais n'ayant pas fait Sciences-Po, j'ai appris beaucoup de choses. Je travaillais huit heures par jour... Globalement, j'ai gardé un bon souvenir de cette période. »

A l'opposé, les étudiants ne gardent guère de souvenirs agréables, sauf lorsque l'enseignement comporte un plus par rapport à leurs études antérieures: les séminaires qui apportent un « élément non livresque » et font réfléchir ; l'enseignement des langues également, souligné par plusieurs. On reproche par contre à l'ENA trois défauts. Elle paraît n'être d'abord qu'une machine à classer : « En fait, il faudrait supprimer le concours de sortie, sinon tout est vicié. C'est le concours de sortie qui vicie tout. » L'ENA est ressentie comme « une simple machine à classer » dans laquelle l'atmosphère de compétition empoisonnée rend la vie particulièrement pesante et désagréable. L'obsession du classement crispe les élèves et celui qui nous dit « J'avais juré que je n'y reviendrais jamais » n'est sans doute par unique. Un sentiment « d'anxiété et d'angoisse » est largement partagé.

Le deuxième reproche vise l'enseignement. Sans doute pour atténuer leurs propos, certains disent-ils que « maintenant, il y a un enseignement qui les intéresse. Ils (les élèves) ont l'air plus intéressés » mais, pour eux-mêmes ils affirment que l'ENA « c'était Sciences-Po en plus emmerdant » : « Ensuite, j'arrive à l'ENA, je suis très déçu. J'ai le sentiment de recommencer en moins bien ce que j'avais fait à Sciences-Po. J'ai eu de bons maîtres de conférences à l'ENA, d'autres nuls, c'est-à-dire moins bons qu'à Sciences-Po. Mon seul bon souvenir : quelques bons amis, un stage en Tunisie et une immense chance de bénéficier de six semaines de voyage aux USA. »

La formation qu'ils recherchent « pour être un fonctionnaire à peu près compétent, elle est acquise avant l'ENA. On l'acquiert à Sciences-Po et pendant la préparation ENA ». « Il n'y a aucune formation réelle en profondeur à l'ENA, tout est du cinéma. » L'ENA est pourtant une école d'application. Or cet aspect « m'est apparu formel » et c'est le troisième reproche qu'on lui fait : « Le problème est que, jusque-là, on avait eu une formation universitaire, on aurait donc pu attendre, après le stage, quelque chose qui nous préparait. Or, on recommençait, on n'avait pas le sentiment de se préparer... J'ai eu le sentiment de perdre mon temps.

C'est seulement après que j'ai appris ce que je sais sur l'administration. »

Doit-on s'étonner de cette déception ? L'ENA peut-elle véritablement être une école d'application ? La diversité des corps et des métiers auxquels elle prépare, la condamne à engendrer une perpétuelle insatisfaction (Bodiguel, Quermonne, 1983). Cette déception quasi généralisée — la satisfaction des élèves-fonctionnaires ne semble pas tenir au caractère de la formation reçue — indiquerait que les grandes écoles ne forment pas véritablement des techniciens, des « professionnels » comme l'on dit dans le monde anglo-saxon, mais plutôt des généralistes.

3) *L'éclectisme*

Ezra Suleiman a magistralement montré que la formation des élèves des grandes écoles — si elle peut parfois être assez spécialisée — n'a que peu de rapport avec les postes qu'ils occuperont plus tard (Suleiman, 1979) ; que celle-ci n'est acquise que pendant les quelques années où ils demeurent attachés à leur corps. La fonction des grandes écoles, ne paraît pas tant donner une compétence particulière que de distinguer ceux qui feront partie de l'élite et de les persuader qu'ils en sont membres. Aussi comprend-on les propos parfois embarrassés de ceux qui s'essaient à définir les grandes écoles ; l'École polytechnique « n'est ni une école de formation professionnelle à finalité précise, ni une université aux orientations indéterminées. Elle est une école d'un type très particulier » (Debré, 1972). Et il est vrai que ces écoles forment autant des généralistes que des scientifiques, rencontrant souvent le souhait longtemps refoulé des élèves des classes préparatoires. Témoin cet Agro qui se rendant compte que « la biologie ce n'est pas intéressant, je ne suis pas vraiment scientifique » part faire un *Master* d'économie rurale aux USA. Ce polytechnicien a passé une licence de sciences pendant son séjour à l'X : « mais surtout j'ai fait Sciences-Po en même temps que les Ponts. J'ai toujours été intéressé par la politique plus que par tout... J'ai fait Service Public... J'ai bien réussi... J'ai passé autant de temps à Sciences-Po qu'aux Ponts ». Ce « matheux » au départ n'avait-il pas présenté le concours général dans les matières littéraires ? Ce n'est point l'exception. Cet autre qui a également suivi les cours de Sciences-Po, souligne : « A l'école des Ponts, j'ai peu travaillé sur les problèmes techniques, mais bien davantage sur les statistiques, l'économétrie, l'histoire, surtout d'histoire économique... par ma formation et mon éducation [j'avais] du goût pour l'économie plutôt que pour la science. »

On extrapole sans doute trop le système des classes préparatoires à celui des grandes écoles scientifiques. « Polars », les taupins le sont le temps de passer le concours. Mais pour ceux qui le veulent, l'X offre la possibilité d'acquérir une culture qui leur avait fait défaut jusqu'alors. « C'était une grande diversité intellectuelle... le séjour de deux ans à l'X m'a permis de lire intégralement *Les hommes de bonne volonté*. C'est un bon système de culture générale. Cela m'a donné le besoin de lire toujours plus. Je me souviens que la première fois que j'ai eu une petite

solde, je me suis acheté tout Proust, *Les voix du silence* de Malraux et un bouquin de Huyghe, je ne me souviens pas du titre exact. »

Ces propos ne dépareraient pas dans la bouche de nombreux énarques imprégnés d'amateurisme à l'anglaise. Sans doute trouve-t-on à l'ENA des élèves qui ne pensent qu'au droit, fondent leur carrière sur cette spécialité et réussissent grâce à elle. Mais beaucoup tiennent des propos identiques à ceux des scientifiques : « Mes goûts me portaient vers la peinture et la littérature... je suis germaniste... j'ai trois certificats de philo et deux années de théologie spéculative » nous confiait ce directeur en ajoutant qu'il était licencié en droit et qu'il avait deux DES d'économie politique. Et voici un juriste qui parle en ces termes de ses études à Sciences-Po : « J'ai trouvé extrêmement séduisant de suivre des cours à la carte... je n'ai pas suivi les grands cours, mais des cours marginaux qui me passionnaient : la trilogie Touchard, Girardet et Rémond qui n'étaient pas pris par les candidats à l'ENA, ensuite des cours de sociologie religieuse avec le rabbin Kaplan, Léonard un pasteur, et Le Bras... J'ai choisi de considérer Sciences-Po pas comme une bête à concours. Je suivais aussi les cours de Merleau-Ponty au Collège de France et à la Sorbonne, [ceux d']Aron, Wahl et Jankelevitch. » Ainsi trouve-t-on d'un côté des énarques pétris de gestion — ils sont diplômés d'HEC —, distingués économistes, parfois économètres ou savant germanistes ou anglicistes et, de l'autre, des polytechniciens, pleins d'économie, ou parfaits politistes — n'ont-ils pas fait Sciences-Po ?

On ne saurait prétendre que tous soient aussi éclectiques. La population choisie n'a retenu, des anciens élèves de ces écoles, que ceux qui, ensuite, avaient fait des carrières plus qu'honorables. Mais n'est-il pas significatif qu'une grande partie des directeurs d'administration centrale soit ainsi constituée de personnalités très ouvertes qui feront, par la suite, des carrières parfois marginales par rapport à la stricte orthodoxie de leur corps. Si l'on abordait leur carrière, on serait frappé de ce que nombre d'entre eux ont été fréquemment en butte à leur chef de corps ou au directeur du personnel par leur refus du « tout fait, tout prévu », des filières traditionnelles. Cette attitude commune à nos directeurs ne peut que renforcer ce refus de spécialisation qui hante les hauts fonctionnaires et leur fait délaisser les services traditionnels, hiérarchiques et cloisonnés au profit de services nouveaux où fleurissent les termes de « chargé de mission », de « délégations », ou de « commissariats ». Mais il est vrai, comme le faisait remarquer un énarque dès 1970, qu'« en France, l'enseignement dispensé par l'école nationale d'administration depuis la Libération s'est beaucoup trop attaché à lier ensemble une formation d'homme d'Etat à une conception cléricale de la fonction publique. On a fabriqué des promotions de Premiers ministres de moins de trente ans » (Jean Saint-Geours, 1970). A défaut, on a tout au moins fabriqué des parfaits serviteurs de l'Etat, aptes à se satisfaire d'un métier pas toujours choisi (n'est-ce pas parce que l'on sait pouvoir en sortir ?). Quelle meilleure réussite pour ces écoles que de les avoir ainsi prédisposés à choisir ce qu'ils devaient choisir ?

CONCLUSION

Le choix du corps est la dernière étape de ce processus de socialisation qui les a conduit progressivement au service de l'Etat. Suit-on ses goûts initiaux ? Ou bien, tout bêtement, le classement remplace-t-il la vocation ou le prestige ? Tous les cas de figures existent et — que la décision ait été facile ou ardue à prendre — peu regrettent le choix initial. Est-ce parce qu'ils « s'en sont sortis », parce qu'ils sont en train de faire une belle carrière ? Ou bien est-ce parce que leur attirance première est d'abord celle du service public, du service de l'Etat ?

Un seul qui avait le choix entre l'inspection des Finances et le Conseil d'Etat affirme s'être trompé : « Objectivement, j'ai fait une erreur de choix, car il est clair que pour quelqu'un qui n'a aucune relation, l'Inspection des Finances était un bien meilleur vecteur. Le Conseil d'Etat, avec son système libéral, pousse moins. L'Inspection, par sa structure, l'organisation de la carrière, la tradition, rend les choses plus faciles... Ce qui ne m'a pas plu, le mythe, la manière d'être, on est hors du temps ». Et cet ambitieux actif a eu vite fait de le quitter... au moins provisoirement. Son erreur nous est confirmée par cet inspecteur des finances : « Il me semblait que si j'avais la possibilité de choisir à l'issue de cette loterie qu'est l'ENA, je devais choisir l'Inspection des Finances plutôt que le Conseil d'Etat parce que c'était le grand corps où on avait la chance d'exercer un métier actif et non contemplatif ». La différence entre les deux est que l'un est fils d'inspecteur des finances alors que l'autre découvre qu'il « n'avait personne de connaissance contrairement à beaucoup d'autres qui voyaient des tas de personnes... Je n'étais pas informé... Ces quinze jours précédant le choix ont été très pénibles pour moi. La veille..., j'en ai parlé toute la nuit avec ma femme ».

En définitive, ceux qui doutent, hésitent, sont ceux qui n'appartiennent pas au système. Ceux-là font la tournée des ministères, des corps et même des services systématiquement. Ils savent qu'ils sont et seront seuls. Les autres suivent une voie toute tracée. Ceux qui ont le choix tranchent souvent pour un style de vie ou d'action : la Préfectorale peut rebuter celui qui envisage difficilement de refaire perpétuellement ses bagages. Ceux qui, ayant le choix entre l'Inspection et le Conseil, ont choisi le second, parlent de celui-ci comme d'un monde plus civilisé, plus humain que l'autre, où les hommes sont suffisants, mais soulignent qu'en terme de carrière moyenne, c'est la même chose. Ceux qui, entrés dans la Préfectorale, y ont renoncé, avancent tous son caractère trop politique. Et une forte tradition catholique pousse inéluctablement ceux qui pouvaient prétendre aux Finances par exemple vers le ministère des Affaires sociales.

Suivre le classement, c'est suivre le prestige. Tel, voulant la Préfectorale, hésitera finalement entre l'Inspection et le Conseil ; alors qu'un autre prendra la Cour car il n'avait que cette possibilité (sous-entendu

parmi les grands corps). Cette prégnance du classement est particulièrement forte pour les scientifiques : « Si j'avais pu avoir les Mines, j'aurais pris les Mines. J'ai juste respecté l'ordre normal... classique du choix des corps ». Plus que les énarques, les polytechniciens ont le sentiment d'être sur des rails. Taupins pour entrer à l'X, et X pour entrer dans un corps d'ingénieurs de l'État. Il leur reste cependant des options : s'ils sont classés dans un bon rang, ils ont le choix entre le corps correspondant à ce classement ou la « botte » d'un corps un peu moins prestigieux. Mais dans l'ensemble le choix résulte « plus du classement et du hasard que du goût ».

Cette aptitude à accepter préfigure déjà ce que nous dira l'un d'entre eux, parlant de ses rapports avec le pouvoir politique : « je serai toujours d'accord pour appliquer une politique avec laquelle je ne serai pas d'accord ».

Janvier 1986.

BIBLIOGRAPHIE

1. Jean-Luc Bodiguel, Jean-Louis Quermonne, 1983, *La haute fonction publique sous la V^e République*, Paris, P.U.F.
2. Jean-Luc Bodiguel, 1985, *Nouvelles politiques, nouveaux directeurs ?*, Rapport au Colloque de l'Association française de science politique « Alternance et changement de politique », Paris, janvier, 34 p.
3. Jean-Luc Bodiguel, Marie-Christine Kessler, 1985, « Les directeurs d'administration centrale », pp. 195-218, in : Pierre Birnbaum, dir., *Les élites socialistes au pouvoir*, Paris, P.U.F.
4. Alain Darbel, Dominique Schnapper, 1969, *Les agents du système administratif*, Paris, Mouton.
5. Michel Debré, 1972, Allocution, in *Le Jaune et le Rouge*, n° 266, janvier.
6. Saint Guillaume, 1984, *Le gaspillage des élites*, Paris, Laffont-Bonnell (Libertés 2000).
7. Marie-Christine Kessler, 1984, *Mythe ou réalité du changement dans la haute fonction publique depuis 1981 : une politisation de la haute fonction publique ?*, Deuxième congrès de l'Association française de science politique, Grenoble, 23 p.
8. Marie-Christine Kessler, 1985, « La psychologie des hauts fonctionnaires », pp. 157-175, in C.U.R.A.P.P., *Psychologie et science administrative*, Paris, P.U.F.
9. Jean Saint-Geours, 1970, « Le « pouvoir fonctionnaire » et le service de l'Etat », *Esprit*, janvier, p. 173.
10. Ezra Suleiman, 1979, *Les élites en France*, Paris, Editions du Seuil.